



Trois langues d'enseignement en compétition : bulgare, français, hébreu

Danielle Omer

► To cite this version:

Danielle Omer. Trois langues d'enseignement en compétition : bulgare, français, hébreu : Le cas de classes primaires d'une école de l'Alliance israélite universelle en Bulgarie (fin du XIXe). Les langues entre elles dans les usages et les contextes éducatifs en Europe (XVIe- XXe siècles), Nov 2008, Grenade, Espagne. pp.145-161. halshs-00530197

HAL Id: halshs-00530197

<https://shs.hal.science/halshs-00530197>

Submitted on 27 Oct 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Trois langues d'enseignement en compétition : bulgare, français, hébreu

Le cas de classes primaires d'une école de l'Alliance israélite universelle en Bulgarie (fin du 19^e)

Danielle Omer
Université du Maine, Le Mans

Résumé

A partir de 1862, l'Alliance israélite universelle crée un réseau d'écoles afin de contribuer à l'occidentalisation des communautés juives orientales, jugées retardataires. Les communautés juives de Bulgarie en font partie. Dans cette configuration, le bulgare, le français ou l'hébreu ont vocation à devenir sinon la seule langue d'enseignement, du moins la principale dans les écoles primaires de ces communautés. Le cas de l'école communautaire juive de garçons de Sofia sert ici d'exemple pour comprendre comment l'enseignement de (et dans) ces trois langues évolue et sous quels effets l'une ou l'autre prend plus d'importance, ou en perd ou en regagne.

Abstract

From 1862, the Alliance Israélite Universelle, created a network of schools to promote the westernization of Oriental Jewish communities they considered latecomers. The Jewish communities of Bulgaria were included. Within this context, either the Bulgarian, or French, or Hebrew languages were inclined to become the main if not the only languages of teaching in the primary schools of these communities. The case of the Sofia Jewish Community Schools for boys is here an example that enables to understand both how teaching of (and in) these three languages evolved and under what circumstances one or the other language became more important, or less important, or became again more important.

Cadre de l'étude

L'Alliance israélite universelle (AIU). La société philanthropique de l'AIU est créée à Paris, en 1860. Parmi les objectifs que cette société s'est fixés, il en est un qui va requérir la conception et la mise en place d'un programme de très grande envergure. En effet, l'AIU entreprend d'agir pour que les Juifs d'Orient obtiennent eux aussi l'égalité des droits avec les citoyens ou les sujets des Etats dans lesquels ils vivent, de la même manière que les Juifs français les ont obtenus, les tout premiers en Europe, en 1791. Selon les Juifs de l'AIU, les Juifs d'Orient n'obtiendront l'égalité des droits que s'ils sont capables de se transformer et d'abandonner des traditions culturelles et religieuses que les Juifs de l'AIU jugent retardataires, pour acquérir les connaissances modernes occidentales.

Pour y parvenir, L'AIU décide de créer un réseau d'écoles primaires dans le bassin méditerranéen oriental et méridional, (principalement au Maroc, en Perse et dans les territoires de l'Empire Ottoman) où les jeunes générations des deux sexes recevront une éducation scolaire à l'occidentale. Très vite les maîtres et les maîtresses seront d'anciens élèves de ces écoles, formés à l'Ecole Normale Israélite Orientale (ENIO) de Paris et nommés, selon les besoins, dans les diverses écoles de ce réseau qui comptait 183 établissements en 1914 et accueillait 48 000 élèves (*BAIU* n°38, 1913 : 106).

La Bulgarie à la fin du XIX^e siècle. La Bulgarie fait partie de l'Empire ottoman de la fin du XIV^e siècle jusqu'à 1878, année où la partie septentrionale de l'actuelle Bulgarie devient, à la suite d'une guerre perdue par les Turcs, la Principauté Bulgare. En 1885, la Roumélie orientale, partie méridionale de l'actuelle Bulgarie, appartenant encore à l'Empire Ottoman, est rattachée à la Principauté par un coup d'Etat. A la suite de cela éclate une guerre déclenchée par les Serbes qui redoutent la montée en puissance des Bulgares¹. L'école de l'AIU est créée en 1879 (*BAIU* 1879 : 45-46), un an après l'accès de la Bulgarie à l'indépendance.

Les sources. C'est principalement sur la correspondance que les trois directeurs successifs de l'AIU ont entretenue avec leur autorité de tutelle à Paris que cet article s'appuie. Ces trois directeurs sont par ordre chronologique Joseph Benchimol, directeur de 1879 à 1885, Gabriel Arié, directeur de 1887 à 1892 et Salomon Danon, directeur de 1894 à 1910. Leur correspondant épistolaire, à Paris, est le secrétaire général de l'AIU, en la personne d'Isidore Loeb jusqu'en 1892 puis de Jacques Bigart. Cette correspondance comprend les dizaines de lettres envoyées par chacun des directeurs, les brouillons de réponse de la part du secrétaire général, quelques rapports annuels sur l'école rédigés par les directeurs et des rapports d'inspection ou des

¹ Pour une histoire détaillée de cette période lire I. Ilchev (2002 : 173-260) et D. Aslanian (2003 : 199-254)

extraits de rapports que Semtob Pariente, directeur d'école² et Sylvain Bénédict, inspecteur de l'AIU ont rédigés³.

La place et le rôle du judéo-espagnol, langue de la communauté.

La communauté juive de Sofia comme celle de toute la Bulgarie parle très majoritairement le judéo-espagnol⁴. La plupart des juifs de Sofia ne connaissent pas d'autre langue. Cette langue est considérée par les instituteurs de l'AIU tantôt comme un jargon et tantôt comme une langue étrangère. Ainsi, dans l'article « L'enseignement de la langue turque » publié en 1901 dans le premier numéro de la *Revue des écoles de l'Alliance israélite*, Gabriel Arié sous le pseudonyme de H.B⁵, écrit-il sous forme d'incise, alors que son propos principal est un vibrant plaidoyer pour le remplacement du français par le turc comme langue d'enseignement dans les établissements de la Turquie ottomane :

« [...] Puisque les Juifs d'Orient ont le malheur d'avoir importé de leur exil cette langue espagnole qui est un obstacle à leur relèvement, pourquoi condamnez-vous d'avance les résultats des écoles de l'Alliance, et remplacez-vous, dans les relations entre Juifs, une langue étrangère, l'espagnol, par une autre langue étrangère⁶ ? [...] » (66)

Quelques années plus tard, en 1907, Moïse Fresco, directeur d'école à Constantinople, auteur de nombreux manuels pour les classes des écoles de l'AIU et défenseur de l'emploi du français comme langue d'enseignement, exprime un point de vue semblable au sujet du judéo-espagnol :

« [...] Le judéo-espagnol est la langue du peuple par excellence et il le sera encore longtemps quoi qu'on fasse. Tout le monde est d'accord qu'il ne faut plus de judéo-espagnol, qu'il n'y a pas lieu de conserver la langue de nos anciens persécuteurs. [...] » cité dans Rodrigue (1989 : 115)

Des remarques à propos du judéo-espagnol sont rares du côté de ceux qui travaillent à l'AIU. Le *BAIU*, qui comprend des milliers de pages, ne mentionne le judéo-espagnol que 17 fois. C'est extraordinairement peu. Dans la correspondance, les rapports d'inspection, les rapports annuels des directeurs, le judéo-espagnol n'est jamais mentionné ou alors de manière tout à fait exceptionnelle, comme quelquefois dans la correspondance de Gabriel Arié.

Pourtant c'est la langue des parents⁷ et des enfants et celle de la plupart des maîtres et des maîtresses nommés par l'AIU ou employés comme vacataires. C'est donc aussi, et de fait, celle de la classe. En effet, si le judéo-espagnol n'apparaît pas ouvertement dans la correspondance comme la langue des élèves, on se rend compte combien les maîtres, lorsqu'ils ne savent pas cette langue, sont handicapés pour faire leurs cours. Ainsi les professeurs non juifs, qui donnent des cours de bulgare, ont-ils des problèmes particuliers. Voici ce que Gabriel Arié raconte à ce sujet dans une lettre datée du 21 mai 1888.

« [...] ces professeurs ont beaucoup de peine à se faire comprendre par leurs élèves et à leur expliquer les mots nouveaux ; voici ce que nous sommes obligés de faire journellement : les mots nouveaux, surtout les mots abstraits qui se trouvent dans la leçon sont transcrits par le professeur sur une feuille de papier qui m'est présentée, en regard de chaque mot, j'écris en caractères bulgares, le mot correspondant en espagnol ; muni de cette liste, le professeur entre en classe et peut rendre sa leçon intelligible à ses élèves, surtout dans les classes inférieures. »

Lorsqu'il est question de traduction des textes hébreux de la Bible, il faut comprendre que c'est en judéo-espagnol qu'elle se fait⁸. Lorsqu'elle se fait en bulgare, c'est une occasion de mention et de commentaires dans la correspondance et cette pratique est alors assimilée à une innovation pédagogique. Il faut également mentionner la lettre de Gabriel Arié du 18 janvier 1889 dans laquelle il rapporte que le comité scolaire sur la suggestion du secrétaire général Isidore Loeb, venu faire une inspection, a décidé que seuls des rabbins capables de traduire les textes en bulgare seront embauchés l'année suivante. « Trois d'entre eux se sont déjà

² S. Pariente fut successivement directeur d'école à Choumla, à Roustschouk à l'époque où la Bulgarie faisait encore partie de l'Empire Ottoman, avant d'être nommé à l'école de garçons de Smyrne, où il restera une quinzaine d'années. C'est en septembre 1884, que S. Pariente viendra de Smyrne pour faire une inspection de 13 jours à Sofia. De cette inspection, il ne reste que les extraits publiés dans le *BAIU* n° 9 de 1885 : 53-55.

³ Les rapports annuels encore conservés et accessibles commencent à partir de 1889-1890.

⁴ Les Juifs parlant yiddish sont très minoritaires en Bulgarie. Ils sont de rite ashkénaze et de ce fait ne se mélangent pas aux Juifs sépharades. Après la guerre russo-turque de 1877, de nombreuses familles de ce rite viennent s'établir en Bulgarie et forment le parti des Juifs dits étrangers.

⁵ Benbassa E. et Rodrigue A. (1992 : 268).

⁶ Il s'agit du français.

⁷ Il existe aussi des journaux en judéo-espagnol. E. Benbassa et A. Rodrigue (1992 : 452) notent en bibliographie *El Amigo del Pueblo* paru à Sofia entre 1888 et 1902.

⁸ Dans le très long règlement scolaire que G. Arié rédige en novembre 1888, il est noté au § 59 du chapitre V « règlement disciplinaire » « [qu']à l'école, il est absolument défendu aux élèves de parler espagnol, sauf dans l'heure d'hébreu. »

mis à l'œuvre, et j'espère que l'année prochaine nous pourrons bannir tout à fait l'espagnol de notre école », écrit Gabriel Arié dans cette même lettre.

Malgré ce silence généralisé sur la langue des élèves, et la programmation de son élimination, les enfants apprennent l'écriture du judéo-espagnol. Ainsi Gabriel Arié dans son rapport bimestriel daté du 28 mai 1888, alors qu'il détaille toutes les matières enseignées pour chaque niveau, ajoute tout à la fin : « Remarque⁹ : Dans les 8 premières classes il est consacré de 1 à 2 heures par semaine pour l'écriture du judéo-espagnol ». On ne trouve pas de mention semblable dans les rapports ou la correspondance des deux autres directeurs, Joseph Benchimol et Salomon Danon. Il est intéressant de souligner que Gabriel Arié est le seul des trois directeurs, tous de langue maternelle judéo-espagnole, à maîtriser, en plus du judéo-espagnol et du français, le bulgare et l'allemand. On peut penser que le black-out dont la langue judéo-espagnole fait l'objet dans ces archives a pour origine la formation même des instituteurs à qui on a enseigné très tôt d'éviter son emploi. On comprend bien comment il eût été impossible que l'alphabétisation se fasse en judéo-espagnol. C'eût été entre autres un signe de repli sur la communauté alors que c'était le contraire qu'une société comme l'AIU cherchait à encourager. Dans la mesure où la langue juive ne peut en aucun cas devenir la langue de l'alphabétisation, se pose la question du choix de la ou des langue(s) d'enseignement, qui devient ou deviennent avant tout la ou les langue(s) de l'écrit.

La langue de l'occidentalisation : le français langue d'enseignement

Le français, c'est la langue occidentale de communication internationale dans le bassin méditerranéen avec l'anglais et l'italien (Cabanel : 2006). C'est cette langue que le comité central de l'AIU à Paris a choisie d'imposer prioritairement comme langue d'enseignement dans son réseau d'écoles par l'intermédiaire d'instituteurs formés à l'ENIO, dont le français n'est pas la langue maternelle¹⁰, mais qui sont les défenseurs les plus fidèles et les plus zélés de son emploi systématique. L'enseignement en français va de pair avec un programme en partie conçu sur les programmes des écoles publiques françaises. Ces deux paramètres (français et programme) assurent aux écoles de l'AIU une modernité éclatante qui les rend attrayantes pour les uns : selon la configuration du contexte local, des parents d'autres confessions cherchent à y envoyer leurs enfants. En revanche, pour d'autres elle est repoussante : il n'y a plus d'enseignement uniquement et strictement religieux comme dans les talmud-torah où seuls les textes religieux récités et appris par cœur sont au programme. Certains enfin y voient la perte du sentiment de l'identité juive (identité nationale).

Pour les autorités de l'AIU le choix du français, c'est un peu comme le choix du latin et du grec dans les lycées français de l'époque. C'est un moyen de recevoir une bonne éducation de base. Ainsi Jacques Bigart qui fut, en tant que secrétaire général de l'AIU, l'interlocuteur épistolaire de tous les directeurs et de toutes les directrices entre 1892 et 1934 écrit-il en 1901 dans l'article inaugural du premier numéro de la *Revue des écoles de l'Alliance israélite* :

« [...] l'instruction n'était pas un but, mais un moyen, le moyen de former les caractères, de préparer à la vie sociale des hommes éclairés, courageux et bons, des femmes laborieuses, intelligentes et s'inspirant de leurs devoirs d'épouses et de mères. [...] » dans « Le professeur de l'Alliance doit être un éducateur » (6)

Tant pis si beaucoup d'élèves vont ensuite oublier cette langue ou n'en avoir aucune utilité lors de la recherche d'un emploi. Pour ces autorités comme pour la grande majorité des instituteurs formés à l'ENIO, la langue française est le vecteur privilégié capable de conduire à l'occidentalisation des mentalités, les communautés juives d'Orient et au delà de les aider à prendre leur destin en main.

A l'école de Sofia, le français est la langue d'enseignement principale durant la période où le premier directeur est en poste. Joseph Benchimol, Juif marocain de Tétuan et protégé français, qui a d'abord exercé à l'école de Tétuan puis à celle de Mogador, inaugure l'ouverture de l'école à la rentrée de 1879. Il parle français, espagnol et judéo-espagnol mais il ne parle pas bulgare. Cela ne semble pas être un problème majeur car ce n'est jamais mentionné comme tel dans la correspondance. Ses interlocuteurs au Ministère parlent français. La Principauté de Bulgarie n'a encore qu'un an d'existence, le Prince régnant est Allemand et ne parle pas bulgare non plus.

Le programme en français comprend normalement de la lecture, de la géographie, de l'histoire, de l'arithmétique et des sciences (ou leçons de chose). Cependant il est difficile de le mettre en place pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les enseignants ne sont pas assez nombreux. Joseph Benchimol ne peut y suffire même s'il est secondé ensuite par un adjoint et qu'il obtiendra un deuxième adjoint plus tard. Dans la lettre du 16 janvier 1880, il écrit :

⁹ Souligné dans le texte.

¹⁰ Ces instituteurs sont d'anciens élèves des écoles de l'AIU qui ont le plus souvent le judéo-espagnol comme langue d'origine. Cette répartition est couramment expliquée par le fait que les enfants ayant une autre langue d'origine comme le judéo-arabe, le judéo-persan etc. ont plus de difficultés à rapidement acquérir le français à l'école. Voir G. Arié dans sa lettre du 5 mars 1888.

« Les classes de français se font déjà régulièrement : elles sont provisoirement au nombre de 4 et comptent ensemble 150 élèves. D'autres enfants voudraient aussi apprendre le français ; je ne puis répondre à leur désir, vu que je n'ai presque personne pour me seconder. »

Pour cette raison l'enseignement du français et en français sera vite réservé aux deux plus grandes classes seulement (1^{ère} et 2^e classe). A cela s'ajoute le fait que, durant cette première période où l'école compte environ 500¹¹ élèves, le comité scolaire qui gère l'école et rémunère les enseignants vacataires souhaite qu'il y ait surtout un enseignement de la religion et de l'hébreu, tout particulièrement dans les petites classes. L'école emploie ainsi une dizaine de rabbins locaux rémunérés par le comité. L'effectif impressionnant de rabbins permet d'assurer les cours de religion qui forment tout l'emploi du temps dans les petites classes lesquelles s'apparentent plutôt à celles d'un talmud-torah, ce qui correspond à l'enseignement traditionnel dans les communautés juives d'Orient. Cette configuration à l'école de Sofia n'est pas particulière, on la retrouve dans de nombreuses autres écoles de l'AIU. Les directeurs et les directrices de même que les autorités de tutelle à Paris s'efforcent toujours de proposer un programme qui diminue notablement le nombre de rabbins ainsi que le nombre d'heures dédiées à la religion et à l'hébreu.

Pratiquement dès l'ouverture de l'école des cours de bulgare sont donnés afin que les enfants apprennent la langue de leur nouveau pays. Dans la lettre datée du 28 décembre 1879, Joseph Benchimol écrit qu'« un professeur a déjà commencé à faire un cours de bulgare à 100 élèves, trois heures par jour ». Le ministère bulgare de l'instruction publique le rémunère et le comité scolaire ajoute un complément à cette première rémunération. Dans sa correspondance, Joseph Benchimol se plaint souvent de l'enseignement du bulgare. Soit l'enseignement est satisfaisant alors l'enseignant quitte rapidement l'école pour trouver un meilleur poste ailleurs soit l'enseignant est stable mais son enseignement ne donne aucun résultat. Les enfants de toutes façons ne connaissent pas le bulgare et cet enseignement s'apparente à un enseignement de langue étrangère tel qu'il est recommandé dans les programmes de l'AIU.

Dès son ouverture, l'école de l'AIU à Sofia a le statut d'école « particulière »¹² car elle a été créée et elle est gérée et financée par le comité scolaire élu par les membres de la communauté juive. Durant cette période de mise en place d'une nouvelle administration ethnique et religieuse, les autorités bulgares cherchent à obliger les écoles de l'AIU à mettre en place la bulgarisation. La communauté israélite est partagée entre son désir de participer à la poussée nationaliste bulgare et d'opter pour la bulgarisation et son désir de perpétuer le système des talmud-torah où seule la religion est enseignée. L'enseignement en français est menacé.

En 1885, la loi sur les écoles est promulguée. En juin de la même année, Joseph Benchimol envoie un exemplaire traduit en français à Paris. Il faut retenir que les enseignants doivent être de nationalité bulgare, ce qui n'est pas le cas de Joseph Benchimol ni de beaucoup d'autres (vacataires ou titulaires) dans les écoles de l'AIU de la Principauté. A partir de cette période, le comité scolaire semble vouloir donner en sous-main les pleins pouvoirs à un des professeurs de bulgare de l'école, un proche du chef de cabinet du ministre de l'instruction publique. Lorsque par un coup de force la Roumélie orientale est rattachée à la Principauté bulgare et que les Serbes, à la suite de cela, attaquent la Principauté, l'école de garçons de Sofia est transformée en hôpital provisoire par les soins de la communauté juive de Sofia. Joseph Benchimol devient actif au sein de la Croix-Rouge. L'AIU, devant la mauvaise volonté de la communauté de continuer à entretenir une école sous sa direction, finit par retirer son directeur de l'école de Sofia en le nommant aux Dardanelles pour la rentrée de 1886. Lorsqu'en 1886 l'école peut à nouveau fonctionner en tant que telle, le nouveau directeur est chrétien. C'est le très jeune frère de l'inspecteur départemental, nommé par la protection de ce dernier. L'école n'a plus de professeur de français.

La promotion d'une langue vernaculaire : le processus de bulgarisation

Petit à petit, après divers épisodes violents sur le plan extérieur comme sur le plan intérieur (fin de la guerre contre les Serbes, coup d'Etat par la faction pro-russe, abdication du prince allemand régnant etc¹³.) le calme revient et l'AIU renoue une collaboration avec la communauté de Sofia, grâce à l'action de Gabriel Arié, Juif bulgare de Samacoff, formé lui aussi à l'ENIO¹⁴. Il négocie avec le comité scolaire et avec l'AIU qui le nomme directeur de l'école à la rentrée de 1887. Il le restera jusqu'en 1892.

¹¹ Il s'agit d'une population très flottante. Beaucoup en effet quittent l'école en cours de route pour aller travailler, des petits arrivent sans cesse en cours d'année.

¹² En opposition à école publique. C'est le ministère des affaires étrangères et des cultes qui représente l'autorité de tutelle pour le financement de l'école de Sofia. J. Benchimol raconte comment le ministre vint en personne rendre visite au comité scolaire de l'école de Sofia, le 4 juillet 1880, pour mettre de l'ordre dans la collecte des taxes servant à financer l'établissement (lettre du 7 juillet 1880). Le ministère de l'instruction publique représente l'autre autorité de tutelle pour les programmes et les objectifs.

¹³ Pour une chronologie rapide de cette période, voir les informations disponibles sur le site : http://www.clio.fr/CHRONOLOGIE/chronologie_bulgarie_du_reveil_national_a_l_independance.asp

¹⁴ Voir sa biographie et son journal dans E. Benbassa et A. Rodrigue (1992).

Il faut résoudre la délicate question du programme. Pour obtenir l'approbation du ministère, l'école doit mettre en place la bulgarisation et se conformer au programme bulgare que l'AIU rejette tout d'abord. Finalement, l'AIU et la communauté de Sofia chargent Gabriel Arié d'établir une proposition de programme qui soit à la fois conforme aux exigences du programme officiel bulgare et qui réponde en même temps aux souhaits des autorités de l'AIU. Dans sa lettre du 24 novembre 1887, Gabriel Arié formule ainsi sa proposition à l'AIU : « tout l'enseignement est donné en bulgare. Ce qui, dans vos instructions se rapporte à une langue étrangère, s'applique, dans ce programme, à la langue française ». Le bulgare devient donc langue d'enseignement et le français langue étrangère. La situation s'est retournée. L'AIU accepte le programme et reprend la collaboration avec le comité scolaire.

Quel est l'usage du bulgare pour la communauté israélite de l'époque, à Sofia ? C'est une langue étrangère que la très grande majorité ignore complètement. En témoigne, entre autres, cette anecdote rapportée par Joseph Benchimol dans sa lettre du 7 juillet 1881 qui montre à quel point la langue de l'environnement n'est pas une langue véhiculaire et aussi combien les communautés restent confinées entre elles et imperméables aux contacts avec les autres. Dans sa lettre, Joseph Benchimol, cherchant à dépeindre le président du comité scolaire de l'école de l'Alliance, qui fut un candidat malheureux à la députation, en 1881, écrit : « Il est indigne de la présidence du Comité local de l'alliance. Aussi pensons-nous ne plus l'inviter à nos séances. Si les Israélites l'ont porté comme candidat c'est parce que c'était le seul Juif, en âge d'être élu, connaissant la langue du pays ». Plus de trente ans après, dans sa lettre du 15 mars 1912 adressée à l'AIU, Georges Arié regrette de devoir constater le peu de progrès de ses coreligionnaires dans leur connaissance du bulgare :

« J'eus dernièrement l'occasion de lire quelques journaux humoristiques bulgares. J'ai vu avec regret que le sujet qui revient le plus souvent dans les satires et moqueries éditées par ces journaux, c'est le Juif avec sa langue incorrecte et mal prononcée. Quelle estime peut avoir le lecteur bulgare pour un peuple dont les membres ne savent pas, après trente-deux ans de gratuité scolaire, énoncer encore une seule phrase dans la langue officielle ? » (dans Benbassa et Rodrigue : 1992 : 326)

A partir de la période de Gabriel Arié en tant que directeur de l'école, la bulgarisation s'effectue petit à petit et les enfants de l'école apprennent tous à parler bulgare et à apprendre en bulgare. Dans son rapport annuel de 1889-1890, il note que « la rentrée prochaine verra s'achever la bulgarisation totale de toutes les classes sans exception, le nombre prévu des professeurs de bulgare est de neuf ». Fait déterminant lié au succès de la bulgarisation : les textes de la bible ne sont plus traduits en judéo-espagnol mais en bulgare. Pour Gabriel Arié ce processus est très positif : « De la manière dont les Juifs comprendront et appliqueront cette transformation dépendra leur avenir social dans le pays. » écrit-il, dans le même rapport, à propos de la bulgarisation.

Cependant, pour les jeunes élèves, cet apprentissage pose des problèmes particuliers car le bulgare n'est pas une langue d'enseignement depuis longtemps. Elle a les caractéristiques d'une langue minorée. Voilà ce que Gabriel Arié écrit dans sa lettre du 29 décembre 1887 au sujet des difficultés que pose son apprentissage. Il s'agit cette fois, dans la rubrique « rabbins indigènes » de la formation supplémentaire que devraient recevoir quelques élèves choisis pour devenir rabbins en langue bulgare à côté de l'hébreu et du français.

« [...] la langue bulgare, n'étant pas encore fixée, s'apprend par la tradition plutôt que par les livres. Plus une personne sera en contact avec un professeur, plus elle apprendra le bulgare ; les livres pour étudier soi-même cette langue n'existent pas encore : personne, par exemple, n'a encore songé à faire un dictionnaire bulgare-bulgare. L'explication des mots nouveaux doit toujours être demandée au professeur. Chaque étudiant doit se faire son vocabulaire. Je le sais par expérience. [...] »

Découlant de cette constatation, Gabriel Arié propose, dans sa lettre datée du 20 juin 1888, non seulement un enseignement renforcé du français pour les enfants qui seront préparés à la carrière d'instituteur dans une école de l'AIU en Bulgarie, mais aussi un enseignement de la littérature française. En effet, ceux-ci devront d'abord fréquenter le gymnase bulgare pour acquérir et maîtriser la langue nationale avant d'entrer à l'ENIO. Or, « la langue bulgare moderne est certainement une des plus pauvres langues du monde », écrit Gabriel Arié dans cette lettre et « le programme des études dans les écoles supérieures est donc dépourvu de ce qui, ailleurs, forme la partie principale du programme d'enseignement, la littérature. ». C'est pourquoi « la connaissance approfondie de la langue française les mettra à même de lire et de se former l'esprit¹⁵, puisqu'en bulgare, ils ne peuvent lire que leur livre de classe, ce qui est bien peu et bien sec. » Ce point de vue est conforme aux idées courantes de l'époque sur les contenus d'un programme scolaire destiné à des jeunes ayant en vue, selon la formule consacrée, une *instruction supérieure*¹⁶.

Mis à part ce programme spécifique qui ne concerne que quelques individus, l'enseignement et l'apprentissage du français à l'école, cantonné au rang de langue étrangère, devient anecdotique selon Gabriel

¹⁵ Souligné dans la lettre.

¹⁶ Pour G. Arié, cette proposition fait pendant au choix que font les Bulgares eux-mêmes. « [...] les jeunes gens bulgares sont tous forcés, pour faire connaissance avec les grands écrivains, d'apprendre une langue étrangère : la plus forte majorité opte pour le russe, proche parent du bulgare [...]. »

Arié qui, avant tout, défend l'introduction de la langue majoritaire de l'environnement comme langue d'enseignement. Voilà ce qu'il écrit à ce propos dans le rapport annuel cité plus haut :

« Que vous dirai-je de l'enseignement du français ? Les résultats en sont très faibles : avec 4 ou 5 heures par semaine dans deux classes seulement, on ne peut guère faire davantage. Ce qui est encore plus désespérant, c'est de voir nos élèves oublier bientôt au gymnase le peu qu'ils ont appris chez nous. Je suis quelquefois tenté de supprimer tout à fait cet enseignement [...] »

Il s'agit, sans doute, soit d'une envie passagère soit d'une tentative de la part de Gabriel Arié pour tester les réactions du secrétaire général à cette proposition, puisque l'enseignement du français ne sera jamais complètement supprimé.

En juin 1893, à la fin de l'année scolaire, le comité scolaire, souvent en conflit avec Gabriel Arié dont la forte personnalité est difficile à contourner, prétexte des problèmes graves de trésorerie et décide de fermer l'école dont l'effectif s'élève environ à 900 élèves. Celle-ci ne réouvrira qu'à la rentrée de 1894 sous la direction d'un nouveau directeur de l'AIU. Gabriel Arié sera nommé directeur de l'importante école de garçons à Smyrne.

La revendication identitaire : l'hébreu doit devenir la langue d'enseignement

Venons-en maintenant à la troisième langue, l'hébreu, qu'il aurait fallu dès le début considérer comme la première si le point de vue de la communauté juive de Sofia avait constitué le fondement de l'orientation argumentative de cette étude.

L'hébreu à cette époque c'est la langue liturgique et non la langue parlée. C'est une langue morte qui sert surtout à la lecture, à la récitation et à l'écrit des textes religieux. C'est la langue des écoles traditionnelles, les talmud-torah (voir ci-dessus). De très nombreux juifs dans beaucoup de communautés d'Orient ne désirent pas qu'on utilise une autre langue à l'école qui est pour eux à la fois la langue des ancêtres et celle de la religion. Ils ne conçoivent d'ailleurs l'école que comme le lieu d'apprentissage de la religion. Ils ressentent l'introduction du français (ou d'une autre langue) comme la pénétration du sentiment anti-religieux et la porte ouverte au dévoiement des traditions. Leur opposition à l'introduction d'une langue profane à l'école est souvent farouche et par moment victorieuse.

Il a déjà été noté que dans l'école de Sofia, comme dans les autres de la Principauté bulgare, l'enseignement religieux est très important. Voici par exemple, ce que Semtob Pariente note dans son rapport d'inspection publié en 1885 dans le *BAIU* n°9 : « Dans cette école si peuplée le personnel indigène laisse beaucoup à désirer. L'enseignement proprement dit n'est donné qu'à une centaine d'élèves ; les autres n'apprennent que l'hébreu » (p.54). Il faut comprendre, qu'à cette époque, environ 400 très jeunes élèves apprennent par cœur, en chantonant, des textes religieux et qu'ils les traduisent en judéo-espagnol, plus tard ils les traduiront en bulgare. Un peu d'enseignement de grammaire hébraïque complète cet endoctrinement. Il faut toutefois noter que l'hébreu, langue morte, n'est jamais la langue d'enseignement d'une discipline autre que la religion.

Peu à peu, un courant plus moderne en faveur de l'hébreu émerge, ce sont les sionistes (principalement en Europe orientale) qui désirent que l'hébreu devienne la langue vivante de la nation juive. Ces sionistes se battent avec virulence pour imposer l'hébreu comme langue d'enseignement contre le français ou le bulgare. Tout particulièrement durant la période du troisième directeur, celle de Salomon Danon de 1894 à 1910, le comité scolaire, investi par les sionistes, essaie d'imposer l'hébreu comme langue d'enseignement. Ainsi, le comité scolaire envoie, début octobre de l'année 1903, une lettre adressée aux autorités de l'AIU à Paris pour les informer que le français sera remplacé par l'allemand et que le personnel de l'AIU en poste à Sofia doit être rappelé. Cette décision est bien évidemment interprétée par Salomon Danon comme une manœuvre pour éliminer l'AIU des écoles et au-delà pour éliminer le courant anti-sioniste¹⁷ représenté par l'AIU. Fort heureusement pour Salomon Danon et l'AIU, le ministère bulgare impose au même moment l'enseignement du français comme langue obligatoire au détriment de l'allemand. Le comité scolaire ne désarme pas : il décide de renvoyer Salomon Danon et de nommer quelqu'un d'autre à sa place. Une pétition circule dans la communauté israélite pour demander la destitution du comité scolaire. La presse locale bulgare parle du conflit. Le conseil de la communauté prend ouvertement parti contre le conseil scolaire et envisage sa destitution. Le conflit se règle tant bien que mal au profit de Salomon Danon et de l'AIU mais ce n'est que partie remise.

Salomon Danon vitupère régulièrement contre le courant sioniste qui tient le comité scolaire à Sofia et qui est présent dans les autres comités locaux des écoles de l'AIU de Bulgarie. « Le sionisme a tous les caractères d'un mouvement rétrograde et réactionnaire. Il doit rester complètement étranger aux écoles » écrit-il dans la lettre du 28 juillet 1903. Il se moque également des demandes et des essais répétés pour que l'enseignement se fasse en hébreu ou du moins qu'il y tienne une plus grande place. Dans sa lettre du 10 janvier 1904, Salomon Danon écrit :

¹⁷ Les Juifs de Sofia pensent que le Hilfsverein, organisation allemande équivalente de l'AIU, mais beaucoup plus modeste, serait plus proche du courant sioniste, du moins selon ce qu'en rapporte S. Danon dans sa lettre.

« Sous prétexte de sionisme, d'après lui, [le Comité scolaire] tout l'enseignement devait évoluer autour de l'hébreu, qui, lui, devait être le centre, le foyer producteur de lumière, de chaleur et de vie. 'Combien d'heures d'hébreu avez-vous dans cette classe ? – huit heures Mr. le Président. – Eh bien il y en aura 14' et ainsi pour toutes les classes. Il a fallu calmer ce délire hébreophile, jeter beaucoup d'eau froide sur cette exaltation, passer comme la camisole de force, sinon à ces messieurs, du moins à leurs projets réformateurs.»

Les luttes internes violentes vont continuer entre le courant sioniste et l'AIU. En 1910, l'AIU retirera une nouvelle fois son personnel. L'école sera fermée. L'AIU et ses instituteurs imposeront toujours et ce jusqu'à la deuxième guerre mondiale (quelquefois en fermant les écoles) que l'hébreu se cantonne à n'être que la langue des cours liés à l'enseignement de la religion donné par des rabbins employés comme vacataires. De plus, l'AIU ne formera que des instituteurs capables d'enseigner en français, du moins jusqu'en 1949, année où est créée à Casablanca, au Maroc, une école qui forme des maîtres capables d'enseigner en hébreu. Mais à cette époque, les effectifs dans les écoles de l'AIU ont déjà commencé à baisser fortement. En effet, les familles juives ou bien ont été décimées dans les camps d'extermination, pour celles qui vivaient dans les territoires européens, ou bien commencent à émigrer en France, en Israël et en Amérique du Nord et du Sud, sous l'effet de la recrudescence des manifestations d'hostilité que la création d'Israël et la montée des nationalismes de l'ère post-coloniale exacerbent.

Conclusion.

Le cas de l'école de l'AIU de Sofia documente comment la mise en œuvre d'un certain plurilinguisme scolaire est voué à l'échec ou du moins cause des conflits majeurs menant à chaque fois à la fermeture temporaire de l'école. Ces échecs sont dus en partie à un manque de moyens. En effet, très souvent l'enseignement d'une des langues ne peut pas être assuré par des enseignants qualifiés. Cette mauvaise qualité de la formation des enseignants vacataires est encore plus flagrante pour les élèves qu'elle s'oppose à celle des enseignants de l'AIU, généralement très bonne. Les langues dont l'enseignement n'est pas porté par des professeurs formés sont peu apprises. Elles ne deviennent pas langues d'enseignement.

A la suite de ce début d'explication, on constate qu'il n'y a pas de volonté de la part des partenaires qui gèrent l'école et organisent les programmes de mettre en place un curriculum qui articule de manière équilibrée cet enseignement plurilingue. Les autorités de l'AIU préfèrent privilégier la position du français dans les écoles et acceptent difficilement d'autres choix. Il faut que les élèves s'occidentalisent, à la française de préférence, pour acquérir une mentalité moderne et participer aux efforts d'émancipation civique. Les membres du comité scolaire cherchent, de leur côté, à tirer vers une école de type traditionnel avec un enseignement religieux en hébreu, ou bien, lorsque les affrontements inter-nationaux deviennent aigus, ils participent ostensiblement à l'élan national et privilégient le bulgare. Dans le cas de l'école de Sofia, c'est seulement sous les poussées des sentiments nationalistes du moment et des obligations légales que l'enseignement du bulgare s'impose. A son tour, le bulgare remplace le français et devient langue d'enseignement. Ainsi, le programme de la bulgarisation a imposé que toutes les matières soient enseignées en bulgare. Il en est ainsi à l'école de Sofia et dans les autres écoles de l'AIU en Bulgarie, il en sera ainsi aussi un peu plus tard dans les écoles de la Turquie d'Atatürk en 1923, puis dans celles de la Tunisie indépendante en 1956 etc. Ce sont tout particulièrement les revendications nationales, religieuses et identitaires qui ont poussé au remplacement d'un enseignement hégémonique d'une langue A par celui d'une langue B. A leur tour, les sionistes prenant la relève des Juifs traditionalistes souhaitent remplacer le bulgare, langue nationale qu'ils ne reconnaissent pas comme telle, ou le français imposé par l'AIU, par l'hébreu qu'ils considèrent comme étant la langue de leur nation, même s'ils doivent la réinventer.

Dans le cas qui nous occupe, chacune des trois parties (l'AIU, le ministère de l'instruction publique bulgare et le courant sioniste) a revendiqué avec plus ou moins de succès une position hégémonique pour la langue qui la représentait. Ce faisant, chacune de ces trois parties a essayé de réduire l'enseignement des deux autres langues à la portion congrue et à faire en sorte que leur enseignement devienne anecdotique (personnels peu qualifiés ou renvoyés et très mal rémunérés, horaire réduit, mauvaise volonté etc.). En fait, c'est surtout parce que les conflits étaient persistants et non réglés qu'il y a eu des situations de plurilinguisme scolaire à l'école de Sofia.

Bibliographie

Archives de l'AIU :

- dossier Bulgarie IX F 16
- dossier Bulgarie XXII E 153
- dossier Bulgarie XXIII E 153d
- dossier Bulgarie XXIII E 159
- dossier Bulgarie XXIV E 166
- dossier Bulgarie XXV E 166
- dossier France V F 10

Bulletin de l'alliance israélite universelle, 1860-1913 (BAIU) consultable sur le site <http://jpress.tau.ac.il/publications/Bulletin-fr.asp>

Revue des écoles de l'Alliance israélite, 1901-1904 (n°1-9) (REAIU)

ASLANIAN, Dimitrina. 2003. *Histoire de la Bulgarie : de l'Antiquité à nos jours*, Versailles : Trimontium.

BENBASSA, Esther avec la collaboration de RODRIGUE Aron. 1992. *Une vie judéo-espagnole à l'Est : Gabriel Arié*, Paris : Les éditions du Cerf.

CABANEL, Patrick (dir). 2006. *Une France en Méditerranée. Ecole, langue et culture françaises. XIX-XXe siècles*, Toulouse : Creaphis.

ILTCHEV, Ivan. 2002. *La rose des Balkans : histoire de la Bulgarie des origines à nos jours*, Sofia : Colibri.

RODRIGUE Aron. 1989. *De l'instruction à l'émancipation. Les enseignants de l'Alliance israélite universelle et les Juifs d'Orient. 1860-1939*, Paris : Calmann-Lévy.